

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme

Clermont-Ferrand, le 4 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



AUVERGNE CAOUTCHOUC

ZI Les VIZIERS
63700 MONTAIGUT

Références : 20220404-RAP-63-0369-suite_visite_Auvergne_Caoutchouc

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2022 dans l'établissement AUVERGNE CAOUTCHOUC implanté ZI Les VIZIERS 63700 MONTAIGUT. L'inspection a été annoncée le 09/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une opération coup de poing régionale sur la maîtrise du risque incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUVERGNE CAOUTCHOUC
- ZI Les VIZIERS 63700 MONTAIGUT
- Code AIOT dans GUN : 0005601670
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société AUVERGNE CAOUTCHOUC réalise des activités de recyclage et de négoce de matières à base de caoutchouc de récupération provenant de l'industrie du caoutchouc. Les matières premières utilisées sont des « déchets » de l'industrie du caoutchouc, que la société achète, contrôle à l'entrée et transforme en nouveaux mélanges qu'elle vend aux utilisateurs, dont la Société SOCAMONT.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2	/	Sans objet
Implantation du stockage d'élastomère	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 7	/	Sans objet
Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 30/06/2008, article 7.6.5	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 30/06/2008, article 7.6.4	/	Sans objet
stock de plastifiant	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article section II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 30/06/2008, article 7.6.1.1	/	Sans objet
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 6	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 30/06/2008, article 7.6.8.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des progrès ont été réalisés dans la maîtrise du risque incendie depuis le sinistre de janvier 2016 (détection, réduction des stocks, mise en place de capacité d'eau d'extinction et de bassins de récupération...). A l'issue de cette visite il apparaît principalement que le suivi de l'état des stocks de produits et déchets doit évoluer pour prendre en compte les prescriptions réglementaires issues de l'accident de l'usine Lubrizol en sept. 2019.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan de sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2008, article 7.6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours
Constats : Le plan ETARE existe. Un point annuel est fait entre l'exploitant et le SDIS, qui a pu tester l'utilisation des réserves d'eau incendie. L'exploitant a par ailleurs rédigé un plan de sécurité incendie (en cours de modification pour revoir le positionnement des extincteurs).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des stocks est suivi dans une base de données qui enregistre les entrées et sorties (env. 300 références sont identifiées). Les mentions de dangers sont identifiées pour chaque référence. Les fiches de données de sécurité sont disponibles. Le serveur informatique support à cette base de données est physiquement présent sur site mais la base peut être interrogée à distance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable [...] aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : La base de données qui sert à suivre l'état des stocks ne permet pas de filtrer les différentes entrées selon leurs mentions de dangers. Un tableau excel est régulièrement mis à jour en fonction de la réception des fiches de données de sécurité, avec l'ensemble des caractéristiques des produits, dont les mentions de dangers. Toutefois : -le filtre sur ce tableur excel pour identifier les différentes mentions de dangers ou familles de mentions de dangers conduisant à un classement 4XXX, n'est pas aisé au vu du nombre de références et nécessite ensuite un report vers la ligne correspondante au sein de la base de données pour calculer le tonnage, -les données à disposition ne permettent pas de connaître les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activité ou de stockage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable [...] aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Aucun état sous format synthétique, mis à jour de manière a minima hebdomadaire ou quotidienne pour les matières dangereuses et permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage, n'est disponible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Implantation du stockage d'élastomère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le stockage extérieur d'élastomères est situé du côté Est sur une plate-forme imperméabilisée de 1200 m² implantée à 10 m des bâtiments et 20 m des limites de propriété. Le stockage ne dépasse pas 800 tonnes de matériaux conditionnés en caisses empilées sur environ 5 étages représentant une hauteur maximale de 5 mètres. Un merlon paysager ceint la plate-forme de stockage externe.
Constats : La plateforme est très encombrée, de même que sa voie d'accès. Le respect du tonnage maximal de 800 t de matériaux stockés sur cette plateforme n'a pas été vérifié. L'amélioration demandée suite aux constats précédents concernant l'état des stocks, doit permettre d'effectuer cette vérification facilement. La hauteur d'empilement de 5 caisses au maximum est respectée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2008, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Une détection automatique d'incendie déterminée en fonction des produits utilisés ou stockés, déclenchant une alarme d'évacuation du personnel, sera mise en place ; cette alarme sera reportée durant les heures non ouvrées auprès de personnes désignées. Dans les stockages de polymères, la détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire.
Constats : Une détection incendie a été mise en place fin 2021 sur les seules zones suivantes qui restent sous tension hors heures ouvrées : TGBT, bureaux et zone de charge des chariots élévateurs. Cette détection est renvoyée sur les téléphones de 5 personnes différentes. Une vérification du bon fonctionnement du système de détection incendie est à mettre en place.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, répartis en fonction de la localisation de ceux-ci et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la défense extérieure contre l'incendie, commune aux sociétés AUVERGNE CAOUTCHOUC et SOCAMONT, doit présenter un équivalent eau utilisable de 1120 m³ en 2 h ; ce volume pourra être constitué par :<ul style="list-style-type: none">- 1 poteau d'incendie d'un modèle incongelable situé à moins de 200 m, d'un débit de 60 m³/h,- de deux réserves d'eau de 400 m³ l'une située à l'entrée sud-ouest du site (parcelle A 1463), l'autre en zone nord sur la parcelle ZY 175- une réserve d'eau de 1000 m³ à l'est sur la parcelle C225 ; Chaque réserve d'eau doit être pourvue d'une aire d'aspiration réglementaire suivant les spécifications données par le Service Départemental d'Incendie et de Secours ; <ul style="list-style-type: none">- un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) en colonne sèche équipé de deux surpresseurs et alimenté par une réserve d'eau de 13 m³; cette eau sera de préférence dopée ou additivée ; les RIA sont répartis et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ; ils sont utilisables en période de gel ;- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- de matériaux absorbants en quantité suffisante et les moyens pour les épandre sur les fuites ou égouttures ; les réserves de produit absorbant sont protégées par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries.
Constats : Présence de 1800 m ³ d'eau d'extinction incendie (2 bâches souples de 400 m ³ chacune et 1 réserve de 1000 m ³ à l'est du site). Présence de RIA et d'extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2008, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les équipements ci-dessus sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils font l'objet de vérifications au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à la manipulation des moyens de secours lors d'exercices périodiques. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de la protection civile, d'incendie et de secours.
Constats : Les vérifications concernant le bon état des matériels incendie sont sous-traitées à la société Securipro. Le dernier contrôle des RIA a fait l'objet d'un rapport en date du 22 juillet 2021. Des vérifications sont également effectuées par les agents de maintenance selon une fréquence mensuelle (portes coupe-feu, extincteurs...). Une équipe de première intervention a été formée à l'évacuation des salariés en cas d'incendie. Aucun exercice n'a encore toutefois été réalisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2008, article 7.6.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement d'une capacité minimum de 1120 m ³ étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. La vidange du bassin est gravitaire et suivra les principes imposés par le paragraphe 4.3.7.2. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des sols, aires de stockage, voiries est collecté dans un bassin de confinement équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site ; la capacité globale est au minimum de 1600 m ³ . Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. b) En l'absence de pollution préalablement caractérisée, ces eaux pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté ; dans le cas contraire, ces eaux seront traitées avant rejet ou évacuées comme des déchets dans les conditions du TITRE 5 - du présent arrêté. L'exploitant devra caler le débit de fuite à la sortie du bassin sur la valeur du débit de fuite du terrain naturel (l'entreprise ne doit pas aggraver la situation par rapport à un écoulement des eaux pluviales sur le terrain naturel).
Constats : Présence de 2 bassins de récupération des eaux d'extinction incendie d'un volume de 1600 m ³ chacun. Ces deux bassins font aussi office de bassin d'orage. Les organes nécessaires à leur fermeture sont manœuvrables à distance par actionnement de boutons poussoirs depuis l'usine. Ils peuvent également être fermés manuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : stock de plastifiant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, section II
Thème(s) : Risques accidentels, solide liquéfiable combustible
Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section sont applicables aux stockages couverts de liquides inflammables en récipients mobiles. Les dispositions de la présente section sont également applicables aux stockages couverts de liquides et solides liquéfiables combustibles selon les modalités particulières précisées à l'article III-8. Article III-8 de l'AM du 24 sept. 2020 : Les stockages couverts abritant les cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles sont conformes aux dispositions du I de l'article III-3 dès lors qu'ils répondent aux conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3. Les cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles sont conformes aux dispositions des points II à VII de l'article III-3 ainsi que des articles III-4 à III-7 applicables aux cellules de liquides inflammables, dès lors qu'elles répondent aux conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3.
Constats : L'exploitant doit s'assurer du respect des conditions d'éloignement fixées à l'article I.3 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, entre les GRV de solides combustibles liquéfiable (Extensoil) et tout liquide inflammable identifié à l'article I.2 de ce même arrêté. A noter que le stock de plastifiant type Extensoil a diminué depuis la dernière inspection et que sa consommation tend à augmenter : 232 t présentes au 30 juin 2021 et 188 t au jour de la visite (70 t consommées en 2021). Ce produit stocké en GRV fusible en cas d'incendie n'est pas stocké sur rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet